



FEMMES AUTOCHTONES DU QUÉBEC
QUEBEC NATIVE WOMEN



FÉDÉRATION DES MAISONS
D'HÉBERGEMENT
POUR FEMMES



MARCHE CONTRE LES FÉMINICIDES

COMMUNIQUÉ DE PRESSE POUR DIFFUSION IMMÉDIATE

Marche contre les féminicides et les violences faites aux femmes : cinq associations féministes et de femmes autochtones appellent la population et les partis politiques à se mobiliser pour répondre à l'urgence de la crise

Montréal, le 19 septembre 2026 – Plusieurs centaines de manifestant·es sont rassemblé·es ce samedi 19 septembre à Montréal, à l'appel de *L'Alliance des maisons d'hébergement de 2e étape*, de *Femmes Autochtones du Québec*, de la *Fédération des maisons d'hébergement pour femmes*, de *L'R des Centres de femmes du Québec* et du *Regroupement des maisons pour femmes victimes de violence conjugale* pour marcher contre les féminicides et les violences faites aux femmes, et aux femmes autochtones.

Sous le thème “**Crise nationale, AGISSEZI!**”, cette marche appelle les élu·es et l'ensemble de la population à regarder la crise en face.

Toutes en sécurité, sinon aucune

En 2026, les besoins en termes de lutte contre les violences faites aux femmes et aux femmes autochtones demeurent très élevés. Le Québec connaît des niveaux sans précédent de violence déclarée visant les femmes. Depuis le début de l'année, le Québec a connu 17 féminicides dont 14 en contexte conjugal, incluant des femmes Inuit et des Premières Nations.

Ce bilan insoutenable exige que les féminicides et les violences faites aux femmes et aux femmes autochtones soient traités à la hauteur de la crise nationale qu'ils constituent, et soient replacés au cœur des agendas politiques.

Derrière les meurtres ou les disparitions de femmes se cachent des milliers de femmes et d'enfants qui vivent encore aujourd'hui dans la violence, dans un système qui ne protège pas toutes les femmes de la même façon, et encore moins les femmes autochtones.

À quatre jours du débat des chef·fes, les groupes féministes et de femmes autochtones au Québec ont voulu faire des rues un espace de mobilisation, mais aussi interpeller directement les candidates et candidats en leur lançant un message clair : la lutte contre les féminicides et les violences faites aux femmes et aux femmes autochtones doit faire l'objet d'engagements concrets de la part des partis politiques.

Depuis des années, ces groupes documentent la situation, formulent des recommandations et interpellent les gouvernements sur les mesures nécessaires pour prévenir les violences et assurer la sécurité des femmes et des enfants. À l'approche du dernier débat des chef·fes, le moment est venu pour les partis de dire clairement ce qu'ils comptent faire, avec quels moyens et dans quels délais.

Citations des porte-parole

- « Depuis des années, les groupes féministes documentent et sont bien au fait de la situation, il est temps que les partis s'engagent avec des actions concrètes basées sur leurs recommandations. » – Stéphanie Vallée, L'R des centres de femmes du Québec
- « La hausse des féminicides est le reflet d'une société où les violences envers les femmes sont tolérées et banalisées. Ces violences, on les remarque partout : dans les relations intimes, dans la famille, par des proches ainsi que dans les espaces publics ou en ligne. Face à cette réalité, prévenir et enrayer les violences faites aux femmes doit devenir une priorité nationale. » – Mylène Bigaouette, Fédération des maisons d'hébergement pour femmes
- « À elles seules, les organisations de femmes et de femmes autochtones ne peuvent adresser l'ampleur de cette crise. Les partis doivent prendre des engagements clairs, ambitieux et mesurables afin que la sécurité des femmes autochtones devienne une véritable priorité collective. » – Marjolaine Étienne, présidente de Femmes Autochtones du Québec (FAQ)
- « Les ressources existent à travers le Québec, elles ont la compétence et l'expertise. Ce qu'il manque, c'est l'ambition politique de s'attaquer en profondeur à la violence faite aux femmes, et le financement qui va avec. » – Annick Brazeau, Regroupement des maisons pour femmes victimes de violence conjugale
- « Parce qu'aucune femme ne devrait avoir à attendre pour être en sécurité. Parce qu'aucun enfant ne devrait grandir dans la peur. Parce qu'aucune demande d'aide ne devrait pas être répondu. Il est maintenant temps que les partis politiques passent de la parole à l'action. La sécurité des femmes et des enfants victimes de violence conjugale postséparation ne peut être une promesse parmi tant d'autres. Elle doit devenir une priorité gouvernementale et un engagement durable. » – Mélanie Miranda, coordonnatrice des dossiers politiques de l'Alliance des maisons d'hébergement de 2e étape pour femmes et enfants victimes de violence conjugale

- 30 -

Source : Regroupement des maisons pour femmes victimes de violence conjugale

Contact média :

Fanny Guérin

Responsable des communications et des relations de presse

Regroupement des maisons pour femmes victimes de violence conjugale

514 754-1057 – fguer@maisons-femmes.qc.ca